

POURQUOI LES DEMANDEURS D'ASILE ONT-ILS QUITTÉS LEUR PAYS ? QUELQUES EXEMPLES

Érythrée (Afrique de l'est)

Des milliers de personnes ont quitté le pays, souvent pour échapper au service national à durée indéterminée (pouvant durer jusqu'à 20 ans). Le droit des citoyens de quitter le territoire était toujours soumis à des restrictions. Le droit à la liberté d'expression et de religion demeurait restreint. Les forces de sécurité ont commis des homicides illégaux. La détention arbitraire sans inculpation ni jugement est restée la norme pour des milliers de prisonniers d'opinion.

Guatemala

Après 36 ans de conflit armé ayant pris fin il y a 10 ans, le Guatemala a toujours un des plus hauts niveaux de crimes violents et d'inégalités sociales extrêmes. Attaques et meurtres de militants des droits de l'homme, de journalistes, de syndicalistes etc., sont encore pratiqués. Expulsions brutales et forcées visant des milliers de familles rurales et indigènes – impliquant parfois des sociétés minières canadiennes - et nettoyage social par les forces de sécurité publiques/ privées ciblant les personnes marginalisées, font parties intégrantes d'un système d'impunité car ces crimes restent impunis.

Haïti

Après le désastreux séisme de 2010, l'année passée l'ouragan Matthew a affecté 2,1 millions de personnes, dont près de 900 000 enfants; 175 000 personnes se sont retrouvées à la rue. La République dominicaine a renvoyé ou expulsé des milliers de personnes vers Haïti, ce qui a engendré une situation préoccupante sur le plan humanitaire alors que peu de progrès ont été faits pour améliorer le sort des personnes déplacées à la suite du tremblement de terre de 2010.

Soudan du sud

22 ans de guerre civile violente en Soudan ont pris fin en 2006 et le Sud-Soudan a gagné son indépendance en 2011. Mais la guerre civile a bientôt englobé cette nation naissante. Des milliers de civils ont été tués en raison de leur origine ethnique ou de leurs alliances politiques perçues. 3 millions ont fui leurs maisons et des centaines de milliers sont dans des camps de réfugiés. Le gouvernement est devenu de plus en plus répressif et emprisonne des politiciens, des journalistes et d'autres. En ce moment, environ 1,7 million de personnes sont à une étape de la famine.

Syrie

Depuis 2011 les conflits en Syrie sont à l'origine de crimes de guerre, violations du droit international humanitaire, atteintes aux droits humains, attaques aveugles ou visant directement des civils, frappes aériennes et tirs d'artillerie faisant des milliers de victimes civiles, utilisation d'agents chimiques, arrestations arbitraires, tortures et morts en détention. Des milliers de femmes et de filles réduites à l'esclavage sexuel. Fin 2016, le conflit avait causé la mort de plus de 300 000 personnes, provoqué le déplacement à l'intérieur du pays de 6,6 millions d'habitants et contraint 4,8 millions d'autres à chercher refuge à l'étranger.

Turquie

Suite à une tentative de coup d'État le gouvernement s'est engagé dans une campagne de répression massive visant les fonctionnaires et la société civile. En six mois d'état d'urgence plus de 40,000 personnes ont été placées en détention provisoire et des détenus torturés. Des ONG et médias fermés, des journalistes, militants et parlementaires ont été arrêtés. Les forces de sécurité ont commis en toute impunité des violations des droits humains, Près d'un demi-million de personnes ont été déplacées dans le pays.